

Fernand Pelloutier

CAHIERS DE RECHERCHE ET DE LIBRE DISCUSSION SUR LES PROBLEMES DE L'EDUCATION ET DE L'ACTION OUVRIERES

« ... des révoltés de toutes les heures, des hommes vraiment sans dieu, sans maître et sans patrie, les ennemis irréconciliables de tout despotisme, moral ou matériel, individuel ou collectif, c'est-à-dire des lois et des dictatures (y compris celle du prolétariat) et les amants passionnés de la culture de soi-même ».

Fernand PELLOUTIER

CAHIERS MENSUELS - n° 19

AOÛT-SEPTEMBRE 1951

		Pages
- En manière d'éditorial	D.W.	1
- Congrès de Milan	Robert BOTHEREAU.	3
- Quelques aspects de l'enseignement polonais d'aujourd'hui	Jean MALARA	7
- Le travail international du C.E.O.	Denyse WURMSER ..	15
- Commentaires et correspondance ...	Georges PEYRONNET	22 24
- Notes de lecture	Georges VIDALENC.	26

Le numéro : 30 Francs - Abonnement ordinaire - 6 numéros : 150 Frs.

Abonnement de soutien - Minimum : 300 Frs.

EN MANIERE D'EDITORIAL

=====

Nous avons lancé dans notre dernier numéro un appel dont on a bien senti qu'il était désespéré. Les pessimistes ne manquent pas dans notre mouvement et au dehors, et toutes les occasions leur sont bonnes pour semer le défaitisme. Que ce soit le nombre des syndicats ou celui des syndiqués qui leur paraît insuffisant - et ils le clament, sans, est-il besoin de le dire, publier en même temps les sources ou les éléments de leur information; que ce soit la qualité des militants qui leur semblent avoir singulièrement perdu de vigueur et de dynamisme depuis les temps héroïques du siècle passé, ils y trouvent, hélas, un excellent prétexte pour éviter de se laisser eux-mêmes absorber. "A quoi bon". La veulerie, l'indifférence, l'apathie, l'égoïsme, sont les moindres douceurs qu'ils prodiguent à l'égard de nos mouvements. Sans compter le manque d'envergure, le manque de vues, disons la sottise caractérisée, sur lesquels s'apitoient ces hautes intelligences. C'est un aspect éternel de la querelle des Anciens et des Modernes sur lequel il est inutile de s'appesantir. Car indéfiniment on pourrait discuter des valeurs comparées des âges passés et présents. Et comment se mettre d'accord? Certains, un peu méchants, disent que c'est un signe de vieillesse de ne voir de vertu qu'au passé. C'est en tout cas le signe d'un tempérament chagrin qui s'obstine à fermer les yeux pour mieux méconnaître les qualités possibles de ses contemporains.

Mais nous défions le plus pessimiste de ne pas être touché à la lecture de cet extrait de notre courrier que nous publions aujourd'hui. Il nous confirme quant à nous, dans la pensée que nous avons toujours eue, qu'à tous les échelons de notre syndicalisme, subsiste, dans des conditions singulièrement difficiles, d'une difficulté accrue par la complexité grandissante de notre vie moderne, cette foi qui a fait les grands noms de notre histoire syndicale. L'ardeur au travail, la persévérance dans l'effort, le désir d'apprendre, toujours jeune, et qui agit comme une eau de jouvence en conservant la jeunesse, ils sont donc toujours vibrants, même chez ces jeunes que l'on accuse volontiers de ne penser qu'aux menus plaisirs de l'existence. Car nos correspondants ne sont pas tous si vieux qu'on pourrait croire.

Ainsi avons-nous été encouragés de la voix à persévérer dans notre effort comme nous pensions que nous devions le faire. Mais nous avons eu aussi la satisfaction de recevoir la preuve matérielle que tout le travail fait par WALUSINSKI n'avait pas été vain et qu'il avait réussi à toucher un public, et à l'intéresser.

Disons d'abord que les 500 numéros modestement ronéotypés par nos soins de ces Cahiers de Juin-Juillet sont à l'heure actuelle épuisés. Disons aussi et nous satisferons alors j'espère, le Correspondant qui nous demande de continuer à publier nos comptes, que le montant des abonnements nouveaux en juin-Juillet se monte à 12.950 Francs - ce qui signifie que ces deux mois nous ont amené 57 (cinquante sept) abonnés nouveaux - dont dix pour la Suisse. Les ré-abonnements ont atteint le chiffre de 6.650 Francs, soit 25 (vingt-cinq) réabonnements, dont un aux Etats-Unis, sans compter la vente au numéro qui, dans ces mois creux nous a rapporté 200 Francs.

C'est là un excellent commencement. Nous remercions très vivement tous ceux grâce à qui nous avons déjà obtenu ce résultat. Et bien sûr, nous leur demandons de continuer, et à tous d'accentuer, d'intensifier notre effort pour que nous puissions revenir à notre formule des Cahiers imprimés, plus maniable et plus ... esthétique.

En particulier, nous nous permettons d'insister pour que quelques camarades dévoués veuillent bien penser à emporter dans les réunions et Assemblées générales auxquelles ils assistent, quelques exemplaires des Cahiers. Nous pouvons leur assurer qu'il est possible de les vendre et d'obtenir des abonnements.

Voilà pour la partie matérielle. Et l'on peut croire qu'elle nous préoccupe.

Mais un autre point est aussi important : c'est celui de la collaboration que nous demandons à chacun d'entre vous sur le plan des idées. Si cette revue doit être vraiment l'expression de notre Education Ouvrière, son organe de réflexion, de discussion, il est essentiel que l'on nous écrive. Nous avons lancé, sur l'initiative de WALUSINSKI, une étude sur les Comités d'entreprises. Doit-on croire que la question n'intéresse pas nos militants? Que tout marche pour le mieux dans la meilleure des entreprises? Toujours est-il, que seul CHAYLAN a bien voulu nous dire ce qu'il en pensait. Les autres, et nous croyons qu'ils sont tout de même nombreux, qui sont aux prises avec toutes les difficultés rencontrées sur le plan quotidien pour l'application de la loi, les autres observent un silence déconcertant. Nous pensons pourtant qu'ils ne doivent pas craindre d'évoquer avec nous les problèmes qui se posent à eux et de les discuter franchement. Car seul un examen loyal de toutes nos difficultés permettra au mouvement tout entier de trouver les solutions nécessaires.

D.W.

-:-:-:-:-

Avez-vous pensé à renouveler votre Abonnement ?

LE CONGRES DE MILAN

=====

Par Robert BOTHEREAU.

Denyse WURMSER a souhaité que j'écrive pour nos "Cahiers Pelloutier", au retour de Milan, un article, sorte de compte rendu du second Congrès de la C.I.S.L.

Encore que la tâche soit peu facile de résumer à ce point d'aussi copieuses assises syndicales, je lui donne raison d'avoir cherché à satisfaire la légitime curiosité de nos camarades pour cette manifestation du syndicalisme international.

J'ai pu noter, moi aussi, avec plaisir, ce besoin d'information, forme première du désir d'action. Rien ne prouve mieux combien les travailleurs savent de quel poids pèsent les faits internationaux sur leurs conditions d'existence, fût-ce les plus quotidiennes. Rien ne prouve mieux, que cet intérêt, le chemin déjà parcouru dans chaque esprit par les idées de collaboration et de communautés internationales. Et rien ne prouve mieux à quel point l'organisation syndicale internationale est dépositaire des espoirs de nos camarades.

Cette soif du savoir et de l'action est un verdict probant, bien fait pour nous encourager à poursuivre dans la voie maintenant ouverte d'une organisation du monde libre. Cela, nous le percevons jusque dans certaines critiques, trop souvent injustes, adressées aux responsables confédéraux tout justement à propos de ces problèmes internationaux. Poursuivre, persévérer, le secret des réussites...!

Mais parlons du Congrès de Milan.

J'en aborderai la relation par où d'autres présenteraient leurs conclusions. Je répéterai tout d'abord ici ce que j'ai déjà déclaré par ailleurs en produisant une formule qu'on pourrait croire de pur style, banale et usée, mais qui, en l'espèce, conserve toute sa valeur. "Ce fut, ce Congrès de Milan, un beau et vrai Congrès".

Un beau Congrès évidemment, cette Assemblée de délégués de plus de cinquante millions de travailleurs syndiqués de toutes les parties du monde. Un vrai Congrès, comme l'attestent le sérieux et l'ampleur des débats imprégnés de la plus entière liberté d'expression. Un Congrès, aussi, dans la forme la plus traditionnelle, avec examen des rapports moral et financier présentés par le secrétariat, constitution de commissions chargées d'élaborer les textes relatifs aux tâches d'avenir, discussions et votes sur ces textes en séances plénières.

Tant peu qu'on ait la pratique des rencontres internationales et de leurs difficultés linguistiques - cinq langues ont officiellement cours à la C.I.S.L. - tant peu soupçonne-t-on la multiplicité et la complexité des questions à traiter dans un congrès de cette nature - notre ami FINET les a évoquées ici même le mois dernier - on ne peut être surpris qu'il faille huit journées de plein travail pour épuiser l'ordre du jour.

Au vrai, deux facteurs ont joué en l'occurrence qui ont permis au Congrès de Milan de mener la tâche à bien dans le temps prévu. Un facteur matériel dont l'importance n'est pas à négliger : la parfaite organisation des travaux, la rapidité de traduction et de transmission des documents. Un facteur moral, plus important encore, qui est le ciment et qui fait la force de la C.I.S.L. : l'identité de vues des congressistes sur le fond des problèmes à examiner et à résoudre.

Nombreuses furent les interventions de tribune dans la discussion du rapport d'activité. Légères, en comparaison, furent les critiques exposées. Elles revêtirent, au vrai, plutôt la forme de suggestions pour des corrections à apporter dans le sens général du travail accompli par le Secrétariat et l'Exécutif. Il ne faut pas s'étonner si des délégués les ont faites, ces suggestions, en donnant pour base à leur argumentation la situation de leur propre pays et de leur propre Centrale syndicale. Nous-mêmes, délégation Force Ouvrière, n'avons-nous pas attiré, lors de cette discussion, l'attention du Congrès et du secrétariat de la C.I.S.L. sur la situation française, où le syndicalisme libre, en bonne voie de renaissance mais non encore totalement épanoui, doit faire front avec une vigilance qui ne se peut relâcher à la pesée qu'exerce toujours l'organisation cégétiste assurée des appuis que lui dispensent les forces dont elle est l'instrument? Nous avons d'ailleurs eu la satisfaction de constater que notre appel a été entendu.

A partir du rapport moral adopté unanimement et qui fait état des moyens d'action que la C.I.S.L. s'est donnés, le Congrès s'est orienté vers les tâches d'avenir.

Bien que situées sur une plus vaste échelle, bien que s'inscrivant sur un plan mondial et non pas seulement national, sont-elles si différentes, ces tâches, dans leur essence, de celles qui sollicitent ici notre propre Confédération? - Non pas. Elles visent aux mêmes objectifs, ceux-là qui déjà furent fixés par le Congrès constitutif de la C.I.S.L. et qu'expose le manifeste alors adopté à Londres. Le syndicalisme libre international lutte pour la paix, le pain et la liberté.

Les lecteurs des "Cahiers", qui sont aussi ceux de l'organe confédéral "Force Ouvrière", ont déjà pu prendre connaissance des résolutions de Milan que "Force Ouvrière" a publiées.

Si d'ailleurs, il n'est guère possible de résumer, sans risque de les mutiler et de les trahir, des textes aussi étendus et étudiés, il nous est loisible d'attirer plus particulièrement l'attention sur ce qui, des résolutions du Congrès, nous touche au plus près.

C'est pourquoi il convient, en premier lieu, de faire remarquer la large place consacrée aux problèmes de l'éducation ouvrière. Des choses en ce domaine déjà ont été faites. Il reste beaucoup à faire. Le syndicalisme libre manque de "cadres". Ce n'est pas là un phénomène purement français. C'est vrai pour toutes les centrales. C'est vrai, en dehors même du syndicalisme, pour tous les pays, ou quasi tous. Le monde n'a pas traversé impunément des années de privation de liberté, il n'a pas sacrifié impunément aux années de guerre. Ainsi pour le syndicalisme français lequel a subi la tyrannie vichyssoise et l'occupation étrangère et subi aussi "l'occupation" communiste, durant quoi ne se sont formés aucuns militants libres. Or le syndicalisme libre, pour se développer et même pour tout simplement exister, a besoin d'hommes de valeur ayant pleine connaissance et pleine conscience. Nous avons, sur ce point - qui en doute? - à être autrement exigeants que ne le sont nos adversaires en syndicalisme, auxquels il suffit de disposer de fidèles exécutants des consignes données. Nous avons de même à prévoir la formation des hommes dont a besoin le syndicalisme s'il veut tenir, au mieux des intérêts des travailleurs, les places de responsabilités sociales et économiques que son action conquiert. Pour ces raisons le Congrès de Milan a décidé de consacrer largement à l'éducation ouvrière.

Une autre question nous touche de près, nous autres syndicalistes de Force Ouvrière. Il s'agit des relations entre le syndicalisme libre de la C.I.S.L. et celles des Centrales syndicales adhérentes à la Confédération Internationale des Syndicats Chrétiens. Le Congrès de Londres leur avait fait invitation à rejoindre les rangs de notre Internationale. Cette souhaitable conjonction aurait permis de dresser un plus solide barrage aux forces liberticides. Sans doute aussi aurait-elle préparé le climat propice à des rapprochements non moins souhaitables sur les plans nationaux où des centrales libres agissent parfois en concurrence à tout le moins de façon divergente. Nous mêmes, en France, nous avons beaucoup consacré et peut-être même sacrifié à de tels rapprochements sans être pour autant payés de retour. Le Congrès de Milan, persévérant dans la voie tracée de Londres, a adressé un nouvel appel - sera-t-il entendu? - au syndicalisme chrétien.

J'insisterai aussi sur les textes élaborés à Milan et qui visent la situation des peuples "coloniaux". Je le ferai d'autant plus qu'une organisation syndicale tunisienne,

l'U.G.T.T. était représentée au Congrès après s'être détachée ces temps derniers de la Fédération Syndicale Mondiale - et que son Secrétaire est intervenu largement à la tribune du Congrès. Je le veux faire parce que certaine presse a voulu présenter la C.G.T.-F.O. comme empreinte de colonialisme. La délégation Force Ouvrière a voté les textes élaborés à Milan. Nous souhaitons seulement, pour les travailleurs d'Afrique du Nord, que ceux-ci jouissent d'une forme d'expression libre de leur syndicalisme sans jamais tomber sous la coupe de gens qui fassent de ce syndicalisme un moyen de leurs visées très particulières, à la façon par exemple dont le communisme en France a voulu dominer et domestiquer le syndicalisme français. Qui, de bonne foi et objectivement, pourrait nous reprocher de vouloir éviter - si la chose est possible - que sous couvert de combattre le colonialisme on fasse du syndicalisme d'outre Méditerranée une organisation "colonisée"?

Je voudrais ajouter encore quelques lignes sur les positions prises à l'endroit des questions européennes, à savoir le Plan Schuman et la co-gestion dans les industries allemandes. Deux problèmes totalement distincts d'ailleurs et sans répercussion possible de l'un sur l'autre. Nos camarades syndicalistes allemands ont cherché dans la co-gestion (entendez par là la participation ouvrière à des gestions industrielles) ce que nous-mêmes, et depuis déjà longtemps, nous avons cherché et obtenu par les nationalisations. Le Congrès les a félicités de leur succès. Mais la mise en place de la communauté européenne de l'acier et du charbon n'entrave pas plus les visées des syndicalistes allemands qu'elle ne peut modifier en quoi que ce soit la nationalisation des mines françaises. Le Congrès, d'ailleurs, a entériné et approuvé l'action des Centrales syndicales des pays de la communauté.

Enfin, ne pouvant pas tout passer en revue des textes votés, je signale pour en terminer la réponse faite par le Congrès de la C.I.S.L. à une proposition d'action commune reçue de la Fédération Syndicale Mondiale. Un tel document ne se résume pas. Il en faut lire le texte dans son entier. Ce que les lecteurs des "Cahiers" n'auront pas manqué de faire et sûrement l'auront-ils pleinement approuvé.

Ainsi donc la C.I.S.L. dont le Congrès s'est tenu au terme de la période de mise en place des institutions et des moyens d'action du syndicalisme international libre, a-t-elle fait sérieusement le point de la situation d'ensemble devant laquelle elle se trouve placée et qu'elle entend bien influencer de toute la force de ses convictions, de tout le poids de ses forces numériques. Aux instances désignées de s'y employer, aux Centrales aussi, assurées de leur totale communauté de vue, et dans chaque Centrale à tous les syndiqués, à tous les travailleurs.

Cinquante millions d'hommes libres ont dit ce qu'ils veulent. Cinquante millions d'hommes libres œuvrent de par le monde pour le progrès et la justice sociale, pour les libertés, pour la paix.

Tous les espoirs nous sont-ils permis? Un espoir existe. Il dépend de nous tous qu'il devienne réalité.

R. Bothereau.

---:---:---:---

QUELQUES ASPECTS DE L'ENSEIGNEMENT POLONAIS

=====

D'AUJOURD'HUI

=====

Par Jean MALARA.

Nous avons commencé dans notre dernier numéro une étude des régimes de l'école dans les pays totalitaires, par un aperçu sur l'école en Espagne. Traité de manière fort personnelle et intelligente par un instituteur espagnol en exil, il nous a valu des commentaires que le lecteur verra plus loin.

L'article que nous publions ici sur l'enseignement polonais contient quelques-uns des éléments encore inédits d'une brochure qui va paraître en Octobre sous les auspices des Amis de la Liberté.

Que les éditeurs veuillent bien trouver ici nos remerciements pour nous avoir autorisés à en offrir la primeur à nos lecteurs.

L'école polonaise d'à présent ne répond à aucun des critères auxquels sont habitués les maîtres de l'Europe occidentale. Elle ne tient pas compte des besoins sociaux, ceux-ci étant annihilés par l'appareil de l'Etat omnipotent. Elle ne prend pas non plus en considération les phases du développement psychique de l'enfant, auxquels elle n'adapte aucunement le programme d'enseignement. Et c'est en vain que l'on chercherait dans cet enseignement une tentative quelconque pour réconcilier les besoins sociaux avec les centres d'intérêt de l'enfance et de la jeunesse.

Quels sont donc les traits caractéristiques de l'école polonaise actuelle?

Pour les définir d'emblée et d'une manière très générale, c'est une soviétisation rigide, une russification progressive.

Comment, ces deux objectifs se manifestent-ils par rapport à l'enseignant?

L'école conçue comme une usine de production

L'école a cessé d'être un terrain neutre pour devenir un champ d'activité politique. Le vocabulaire stalinien, assez pauvre mais établi d'une manière stricte et précise, est obligatoire aussi bien dans les usines et les mines que dans les écoles. C'est au moyen de ce vocabulaire que l'enfant et le jeune homme doivent non seulement assimiler des connaissances, mais aussi exprimer leur vie intérieure. Les petits écoliers parlent des "impérialistes anglo-américains", des "envahisseurs criminels de la Corée", des "agents des fauteurs de guerre", etc... Ils adressent au "chef de la nation polonaise", au président B. Biérut, des lettres de vénération calquées sur celles dans lesquelles les petits Russes remercient le "chef génial" pour leur enfance heureuse.

En même temps, des lettres d'une teneur quasi identique sont envoyées au "citoyen président" par les enseignants soumis à des stages obligatoires de "formation idéologique".

Cette similitude n'est guère étonnante dans un Etat communiste qui "éduque" directement - nous disons bien directement - les jeunes comme les adultes. A ce propos, citons la revue théorique du Parti Ouvrier Polonais Unifié (P.C.) "NOWE DROGI" ("Les Nouvelles Voies") qui a publié récemment dans son N° 2/26 un article intitulé "Pour une ligne correcte du Parti", où l'on peut lire :

"L'Etat populaire, représentant de l'écrasante majorité du peuple, agit avec l'appui des masses populaires qu'il éduque en même temps dans l'esprit de discipline consciente des bâtisseurs du nouveau régime social, du régime socialiste".

Il est donc évident qu'il n'existe plus une ligne nette de démarcation entre l'éducation de la jeunesse et celle des adultes : l'éducation est remplacée par la propagande. Par conséquent, l'école devient le terrain de "l'agitation", c'est-à-dire de la propagande communiste, dans la même mesure que l'usine, la mine, le bureau, ou tout autre lieu de travail. Son exécutant, "l'agitateur", est chargé de "convaincre", de "menacer", de rédiger des résolutions et des télégrammes qu'il "ordonne" d'accepter. A l'école, ce rôle d'agitateur incombe à l'instituteur.

De cette manière, tous les ordres du jour lancés par le Politburo deviennent la nourriture quotidienne des enfants, de même qu'ils le sont des ouvriers d'usines, et des mineurs, des paysans de kolkhoses et de sovkhoses, des employés de bureaux et des fonctionnaires. Les chiffres du Plan sexennal de production accompagnés d'une grandiloquence quasi mystique ont envahi toutes les matières enseignées. Les sujets de lectures traitent des réalisations des travailleurs de choc, des "rationalisateurs" et des "novateurs". De même, la "lutte pour la Paix", sur laquelle le programme d'enseignement met un accent particulier, s'exprime le mieux par l'apothéose de l'armée, de Rokossowski et des héros soviétiques de la dernière guerre. On n'y oublie pas non plus les "peines héroïques" de la police politique, le N.K.V.D. polonais appelé la "Bezpiéka". De plus, pendant les derniers mois de l'année scolaire qui vient de se terminer, nombre de leçons dans les écoles primaires et dans les lycées ont été consacrées, à l'occasion du 25e anniversaire de sa mort, à Félix DZIERZINSKY, principal créateur de la Tchéka - ossature du système bolchevique - laquelle s'est ensuite transformée en G.P.U., en N.K.V.D., l'actuel M.N.D. et en des institutions policières analogues.

Les nouveaux manuels scolaires doivent parfaire dans le même sens la formation politique de l'enfance et de la jeunesse. L'enseignement de la littérature et de l'histoire de Pologne, de même que celui de l'histoire universelle, appliquent la dialectique léniniste-stalinienne. Or, celle-ci n'est autre chose qu'une dialectique primitive, formée par de brusques passages des affirmations aux négations et exprimée faussement en de soi-disant termes marxistes.

En même temps, les organisations politiques ont fait leur entrée sur le terrain scolaire. Alors que l'école primaire constitue le champ d'action de l'ancienne Association d'Eclaireurs Polonais, à présent calquée sur les pionniers soviétiques, le lycée se trouve sous la mainmise de l'Association de la Jeunesse Polonaise communiste, une réplique fidèle du komsomol. Les militants de ces deux organisations, les agitateurs, doivent d'une part renforcer l'activité de propagande des enseignants et d'autre part contrôler ces derniers, ainsi que les parents d'élèves et la jeunesse.

Dans ces conditions, le travail pédagogique et didactique du maître ne diffère pas beaucoup de l'activité de l'agitateur détaché à l'usine. De même, les méthodes de travail en honneur dans la production ont trouvé leur application à l'école où l'on pratique l'émulation au travail, où l'on désigne des travailleurs de choc, où l'on prend des "engagements de production" pour célébrer telle ou telle autre fête, pour rendre hommage à un des multiples "chefs" communistes à l'occasion de ses 70, 60 ou 40 ans. De tout

jeunes écoliers s'engagent également à exécuter des "normes de production"... en notes. N'a-t-on pas écrit à ce sujet un article dans l'organe officiel des instituteurs "Głos Nauczycielski" ("La Voix de l'Enseignant") n° 3 de Janvier 1951? Il contient la description faite par un inspecteur d'enseignement primaire lors de sa visite d'une école de la banlieue de Varsovie :

"Dans toutes les classes, en commençant par la sixième jusqu'à la première, il existe des tableaux avec des graphiques comprenant "les engagements de production des élèves" accompagnés d'observations quant à leur exécution. Ainsi, l'élève Jeannot P. qui s'était engagé à obtenir la note "bien" en polonais, a reçu "très bien". Il a donc dépassé la norme".

"En sixième, l'élève B. avait projeté d'avoir la note 2 (soit insuffisant - N.D.L.R.) et il a accompli la norme.

"L'élève D. avait projeté d'obtenir la note 2 en mathématiques, mais il a dépassé la norme puisqu'il a reçu 3.

"En troisième et quatrième, on assiste à la même pratique : les élèves se proposent d'atteindre la note au-dessous de la moyenne; ils exécutent la norme ou ils la dépassent.

"Lors de nos conversations avec les écoliers des petites classes, nous avons appris qu'il "valait mieux se proposer moins, car si l'on ne réussit pas à obtenir une bonne note, on a moins honte."

Si l'organe des enseignants ainsi que la grande presse ont dénoncé cette méthode des "engagements", ce fut uniquement parce que des enfants taquins avaient projeté d'obtenir des "normes trop basses". De même seraient critiqués des ouvriers qui eussent entrepris d'exécuter la norme de production de 80 %, au lieu de l'accomplir à 120 ou à 150 %.

Quel objectif vise donc à atteindre l'enseignement en Pologne démocratico-populaire?

Le principal but de la nouvelle école consiste, selon le président de la République, M.B. Biérut, et du P.C. polonais, "à former un homme nouveau, l'homme socialiste, à faire pénétrer la jeunesse de la morale socialiste" (Discours prononcé lors du 3ème Congrès fédéral des enseignants, le 18 Mars 1951). A la même occasion, il a été déclaré par la plus haute autorité de Pologne que l'école "devait combattre chez les jeunes certaines notions et leur en inculquer d'autres". De la même manière que chez les adultes. Que veut donc combattre cette école, que veut-elle extirper chez les écoliers? En premier lieu - nous citons toujours le discours ci-dessus mentionné de M. Biérut - elle doit faire la guerre à "l'obscurantisme et

aux préjugés, aux déformations et aux déviations, au nihilisme national et au reniement cosmopolite, à l'absence de la dignité nationale et à la dépréciation du patrimoine de notre pays, à la vénération du vernis occidental, lequel cache le vide et la stérilité".

Autrement dit, toute idée, toute représentation de l'enfant ou de l'adolescent ne portant pas le sceau stalinien doit être impitoyablement effacée comme source de l'obscurantisme, des préjugés, de la déviation, etc... Encore une fois, de la même manière que chez les adultes. Par contre, l'enseignement actuel doit en premier lieu, entre plusieurs autres objectifs, "rendre plus accessible à la jeune génération la vérité sur les lois de l'évolution sociale" et "introduire à l'école l'atmosphère créatrice de l'édification socialiste, dans laquelle vivent les masses laborieuses polonaises." (du même discours de M. Biérut).

Russification de l'enseignement polonais

La russification actuelle diffère de celle que le régime des tsars avait pratiquée à l'égard de la Pologne pendant un siècle; elle ne se manifeste ni par l'interdiction de parler, ni par la substitution à celle-ci de la langue russe dans les établissements scolaires. Certes, dans ces derniers, comme dans les entreprises industrielles, une intense propagande est déployée pour l'enseignement de la langue de Pouchkine. Mais ce fait en lui-même ne dit pas grand'chose. Ce qui est essentiel, c'est la pression constante exercée en vue de la russification des idées et des sentiments des enfants et des jeunes gens. C'est qu'en effet, le slogan stalinien apposé sur les murs de tous les établissements scolaires : "La culture doit être nationale dans sa forme et socialiste dans son contenu" signifie plutôt : "La culture doit être nationale dans sa forme et russe dans son contenu". Le mot "nationale" étant, bien entendu, employé dans le sens "régionale"...

Le cadre de cet article ne nous permet guère d'analyser le vaste éventail de tous les moyens de cette russification. Précisons qu'elle consiste avant tout à créer systématiquement le complexe d'infériorité des Polonais en face de tout ce qui est russe. Il ne s'agit pas uniquement de se prosterner devant tous les tsars "progressistes" de la Sainte Russie, tels Ivan le Terrible, Pierre le Grand, Catherine II; devant tous les héros de la Russie tsariste et bolchévique du genre de Souvorov, Koutouzov, Staline, Vorochilov, Molotov, etc... mais il faut encore s'abaisser devant chaque travailleur de choc d'une usine ou d'un kolkhose soviétique. Mieux encore : le tracteur, l'avion, l'automobile fabriqués en U.R.S.S. doivent être entourés du même culte. Ce complexe d'infériorité trouve sa compensation dans le complexe de

supériorité à l'égard de l'Occident. Sur ce plan, la Russie stalinienne ne fait aucune entrave : ici, tout le monde peut donner libre cours à des insultes, des injures et des mensonges.

Ceci, tracé en grand raccourci, trouve son expression dans les manuels scolaires, et notamment dans ceux d'histoire, de littérature et de géographie de Pologne ajustés aux besoins du chauvinisme russe. Mais les Russes ne croient pas que les historiens polonais, fussent-ils communistes dans la ligne, puissent réussir un "bon livre d'histoire de leur propre pays. Aussi, l'Institut d'Histoire de Moscou, dirigé par Grekov, se propose-t-il d'élaborer un tel ouvrage de son propre cru. D'ailleurs plusieurs manuels russes ont déjà été traduits en polonais à l'usage des lycées et notamment celui d'histoire contemporaine (1870-1918) de N. Golikine, L. Zoubok, F. Notovitch et V.K.V. Khvostov.

Jusqu'à présent, il n'a pas été possible de "concilier" ainsi l'histoire de la Pologne avec celle de la Russie et de l'U.R.S.S. Parfois, des intentions trop zélées surgissent des résultats comiques et... dangereux pour les auteurs des ouvrages. En règle générale, tout est dirigé en vue de subordonner les traditions de la civilisation polonaise à celles de la Russie. On va même très loin en la matière : on essaie de nier l'aspect occidental de la civilisation polonaise. Ainsi, lors du congrès des historiens, réuni à Moscou en 1950, il a été déclaré : "Un des exemples les plus pernicieux des théories cosmopolites est la thèse qui oppose, dans l'histoire de la Pologne, l'Occident à l'Orient et proclame que la civilisation polonaise appartient à l'Occident."

Certes, il ne faut pas être un grand clerc en communisme pour deviner le but de ces efforts : le complexe d'infériorité créé de cette façon à l'égard de la Russie tsariste et bolchevique doit aboutir en définitive à l'adoption de la "langue zonale" russe, de laquelle Staline parle dans l'étude publiée l'année dernière dans la "Pravda".

L'Instituteur en tant qu'agitateur

Actuellement, l'instituteur n'a aucune influence directe ou indirecte sur les programmes d'instruction et d'éducation scolaires. Ces tâches appartenant exclusivement au Bureau politique du P.C. font partie du plan général d'éducation à l'usage de tous les sujets de l'Etat communiste. L'enseignant n'est donc qu'un agitateur du parti détaché dans le secteur scolaire. Ce nouveau métier exige qu'il s'assimile parfaitement le marxisme-léninisme. D'où la nécessité de la formation "idéologique" accélérée. Il est assez éloquent qu'au cours de l'année passée 20.000 enseignants - instituteurs et profes-

seurs de lycées - aient passé l'examen "idéologique" obligatoire. D'ores et déjà, on prévoit qu'en 1951-52, 100.000 nouveaux candidats seront filtrés au moyen de ces examens.

La formation "idéologique" occupant la place primordiale, c'est, par conséquent, l'activité de propagande qui importe avant tout à l'école, tandis que le souci des qualifications professionnelles de l'enseignant est relégué à un des derniers rangs. Et cela n'est que très normal dans de telles conditions. En effet, un pédagogue hautement qualifié ne peut, ne sait et ne veut pas fournir aux enfants et aux jeunes la propagande comme principale nourriture intellectuelle : il lui est difficile de se glisser dans la peau de l'agitateur politique. D'ailleurs toutes les thèses de la pédagogie moderne, non comprises dans le cadre du marxisme-léninisme, sont solennellement dénoncées comme conceptions "bourgeoises". Bref, un vrai pédagogue n'est pas intéressant pour les communistes. Certes, on parle à cor et à cri de par le monde, d'"énormes réalisations de la pédagogie soviétique", sur lesquelles, paraît-il, repose l'enseignement polonais. Mais nul n'a encore su montrer les bases concrètes sur lesquelles s'appuie ladite pédagogie. Les enseignants soviétiques eux-mêmes n'y sont parvenus, à en juger par une discussion qui parut récemment dans la "Literatournaïa Gazeta" de Moscou. Qu'à cela ne tienne! Les ouvrages pédagogiques et didactiques sont avantageusement remplacés par les "Notes de l'agitateur"!

Inutile d'insister sur les conséquences de cet état de choses. Elles s'avèrent déplorables. Les chiffres sont là qui en disent long sur la situation actuelle. Ainsi, en 1945, sur 100.000 enseignants d'avant-guerre, 70.000 environ se sont présentés pour travailler dans la profession (30.000 autres sont morts, soit lors de la campagne de Pologne de 1939, soit dans les camps de déportation allemands et soviétiques, ou bien sont-ils restés en émigration). Or, présentement, six ans après la fin des hostilités, sur le nombre global de 120.000 enseignants environ, 70 % ne possèdent pas les qualifications requises. Autrement dit, au lieu d'augmenter, les éléments qualifiés sont en baisse. Précisons en outre que la culture générale de ces nouveaux maîtres n'est nullement satisfaisante. Rien d'étonnant, si l'on pense qu'ils sont recrutés parmi des jeunes ouvriers, stakhanovistes ou "rationalisateurs", activistes du parti, à peine munis du certificat d'études primaires. Après avoir suivi un stage de formation d'une durée de 5 mois, ils sont bons pour le poste d'instituteur d'école élémentaire, ou pour celui de maître, voire de directeur, de collègue professionnel. Le métier d'enseignant agitateur passe pour être une importante "promotion ouvrière", que la presse et la propagande communistes glorifient constamment. Une "promotion ouvrière", sans nul

doute la plus sotte, la plus nuisible, et qui, par surcroît, du point de vue de la rémunération, ne constitue qu'une rétrogradation. Car l'enseignant-agitateur, bien qu'il assume de multiples tâches de propagande à l'école et au dehors, est relégué parmi les plus humbles officiants de la superstructure stalinienne. En effet, son traitement égale, suivant la catégorie à laquelle il appartient, le salaire de l'ouvrier agricole, ou, tout au plus, celui de l'ouvrier spécialisé d'industrie. Il n'est donc point étonnant que des ex-stakhanovistes, des ex-rationalisateurs ou des ex-activistes du parti, rapidement dépités, remercient aussi rapidement de cet "avancement social" qui ne leur permet guère de subvenir à leurs besoins. D'autant plus que ce poste se trouve plus que tout autre exposé à l'attention de la "Bezpieka", la police politique. L'enseignant est continuellement surveillé : par certains parents d'élèves, indicateurs, par quelques grands élèves, indicateurs, ou par un de ses collègues, également indicateur. La police, cette clé de voûte du système communiste, veille sur chaque parole du maître. Or celui-ci, de par son métier même, doit parler; involontairement, il peut s'écarter du texte de la "sainte écriture"; d'autant plus que tout lapsus constitue dans ce système, une faute grave. Lui ne peut pas écrire ses leçons pour les relire en classe à l'instar des dirigeants et des orateurs communistes... D'autre part, un enseignant-agitateur trop zélé se heurte à un mur d'hostilité sourde, mais non moins vexatoire, de la part de la majorité non-communiste de son entourage.

Tout cela permet de comprendre les raisons de la grande dévastation qui ravage l'enseignement. Alors que certains de ses membres disparaissent comme "ennemis du peuple", d'autres abandonnent la profession pour en chercher une autre, mieux rétribuée, d'autres, enfin, n'y font qu'un bref passage pour s'envoler plus loin.

Ceci dit, faut-il encore démontrer que la profession d'enseignant, telle qu'elle avait été conçue en Pologne d'avant-guerre et telle qu'elle existe en France aujourd'hui, est en démocratie populaire, virtuellement liquidée.

Jean Malara.

-:-:-:-

ATTENTION : Avez-vous vu sur la bande d'envoi de ce CAHIER :
"Fin de votre Abonnement" ?

Dans ce cas, pensez à renouveler votre abonnement au plus vite. Utilisez le Chèque Postal Paris 7743-48.

LE TRAVAIL INTERNATIONAL DU C.E.O.
=====

Par Denyse WURMSER.

Nous avons si souvent dit quelle importance avait pour nous la solidarité internationale des travailleurs qu'il n'est sans doute pas nécessaire d'y insister une fois de plus. Disons seulement encore une fois à ceux pour qui le syndicalisme doit être un syndicalisme de clocher, s'enfermer dans sa coquille, et se protéger par des œillères contre le danger de regarder au dehors, à ceux qui vont répétant : nous n'avons pas besoin de leçons; que les étrangers nous laissent tranquilles et se mêlent de leurs affaires! - à ceux-là nous voudrions seulement dire qu'ils viennent pendant une semaine à nos semaines d'études internationales. Dans l'atmosphère d'amitié qui y règne, ils verront d'abord qu'il n'y a pas "d'étrangers" mais des camarades, parlant une autre langue, certes, habitant un autre pays, mais aux prises avec les mêmes difficultés quotidiennes dans le travail et dans la vie et dont les réactions ressemblent assez souvent aux nôtres.

Dire - ou penser - que nous "n'avons pas besoin de leçons" nous laisse également rêveur... Tout marche-t-il si bien chez nous que la perfection de nos succès ne puisse se perfectionner? Gagnons-nous, sans coup férir, toutes les batailles syndicales? L'expérience des autres dans le même domaine est-elle à dédaigner? Dédaignons-nous cette expérience de camarades à nos côtés à l'usine, à l'atelier, au bureau, au syndicat? N'est-il pas plus profitable d'étudier le travail accompli - où que ce soit - et les résultats obtenus, avec curiosité et sympathie, pour en tirer au besoin une méthode d'action raccourcie et mieux comprise? Il n'est pas exclus, d'ailleurs, que nos camarades d'autres pays trouvent intéressante une expérience faite chez nous, et en tirent à leur tour un profit. De toutes façons, il est souhaitable de confronter le plus grand nombre de points de vue dans un esprit amical et compréhensif.

C'est ce que nous avons tenté de faire cet été, comme nous l'avons fait depuis la Libération, régulièrement tous les ans.

Semaine du 13 au 20 Juillet

Dénommons-là ainsi, les nationalités de ses participants rendant, autrement, son titre un peu lourd.

Nous y avons réuni :

15 Allemands
8 Belges
5 Suisses
14 Français.

Parmi eux, nous avons le plaisir de compter cinq secrétaires des services du D.G.B. (employés, politique sociale, section économique, fonctionnaires, législation du travail), le directeur de l'Ecole Ouvrière Supérieure de Belgique et des représentants qualifiés des Centrales du Bois (Verviers, Laroche en Ardennes, Namur), le secrétaire de la Fédération du Bâtiment de Genève, l'ancien secrétaire des employés des Services Publics et pour Force Ouvrière, trois secrétaires confédéraux et un secrétaire d'Union Départementale.

Notre programme comportait un exposé sur l'éducation et la promotion ouvrière, des conférences sur chacun de nos mouvements syndicaux, une conférence sur la nécessité de la reconstruction de l'Europe, une autre sur la Communauté Charbon-Acier, une sur la Place de l'Allemagne dans l'Union européenne, et une séance consacrée aux conclusions que l'on pouvait essayer de tirer des aspects de ces problèmes épineux.

Les exposés sur le mouvement syndical dans chacun de nos quatre pays, lumineusement présentés par les conférenciers, nous ont apporté l'information et la compréhension que nous attendions les uns des autres. Ils ont mis en valeur la puissance du syndicalisme allemand, fier de grouper en un syndicat unique cinq millions et demi de travailleurs qui représentent maintenant dans l'Etat une force telle qu'on ne songerait pas en Allemagne à participer à un organisme international sans inclure un représentant des syndicats dans la délégation allemande. Et ceci nous paraît d'autant plus important que comme nous, nos camarades allemands pensent que le monde ne pourra plus se faire dans l'étroite limite des frontières. Leurs porte-parole insistent sur la nécessité d'établir un programme de travail commun, de parvenir à un échange. Ils rappellent que la délégation allemande au Congrès de la C.I.S.L. à Milan a suggéré que cette formidable conquête, la cogestion, soit étendue à d'autres pays. Et ils concluent: on ne supprimera l'exploitation des travailleurs que par l'organisation internationale.

La Suisse, elle, ce pays pauvre qui s'est fait si riche qu'il se plaint d'une crise de "prospérité effrayante", nous frappe par la variété et le farouche désir de vie particulariste qui régit sa population. L'Union syndicale suisse n'a qu'une simple fonction de coordination. Les Fédérations d'industrie sont entièrement autonomes. Les positions prises par elles peuvent être différentes. Elles n'ont pas de "doctrine".

Tout leur effort se porte sur le plan pratique, à servir l'intérêt de leurs mandants, à améliorer leur sort. Notons que sur 4.700.000 habitants, les Suisses comptent 1.900.000 salariés (dont 1.400.000 hommes), et que 50 % des organisables, soit 400.000 travailleurs adhèrent à l'U.S.S., 200.000 autres appartiennent aux organisations confessionnelles et dissidentes.

Petit pays encore que la Belgique avec ses 8 millions 1/2 d'habitants, et ses 1.800.000 travailleurs, mais combien actifs, combien remuants, combien dynamiques. La démonstration nous en est, dès l'abord, faite par une innovation à la routine des conférences. L'exposé sur la Belgique nous est présenté en équipe, suivant les compétences particulières de chacun. On nous cite avec fierté les réalisations de la Sécurité Sociale, on nous raconte la rapide éjection des communistes par le mouvement syndical, les épisodes de la lutte contre le roi Léopold. On nous vante les avantages d'une action combinée du mouvement syndical, du mouvement coopératif et du parti socialiste.

Lorsque Rose ETIENNE parle de la C.G.T. Force Ouvrière, elle évoque de façon vivante et personnelle l'évolution des relations entre "confédérés" et "unitaires", avant de tracer le tableau de l'action de notre Confédération pour augmenter le niveau de vie des travailleurs, un des plus bas en Europe occidentale à l'heure actuelle.

C'est sur ces bases que nous abordons le Problème de la reconstruction de l'Europe. LAFOND en dit la nécessité si nous ne voulons pas la voir disparaître, prise entre les dangers contraires qui la menacent, d'un côté l'impérialisme de l'U.R.S.S. et sa suppression de tout ce qui veut rester individuel; de l'autre la civilisation matérialiste des U.S.A., certes moins agressive, moins redoutable, mais où nous ne voulons cependant pas sombrer.

L'unification de l'Europe est en marche. Et pourtant ne se heurte-t-elle pas à bien des difficultés d'ordre historique, politique ou psychologique? La longue inimitié franco-allemande, la méfiance britannique, plus soucieuse du Commonwealth que de l'Europe, la prospérité satisfaite des Scandinaves entre autres rendent la tâche malaisée. Mais, dit LAFOND, c'est la foi agissante des syndicalistes qui aura raison des obstacles au-dessus, et au-delà des décisions ou des hésitations des gouvernements.

L'Allemagne a un rôle particulièrement difficile, étant donné son récent passé, à jouer à l'avenir. Il faut, nous dit PEYRAUBE, qu'elle l'envisage avec clarté et franchise et qu'elle prenne conscience de ses responsabilités entre les deux "blocs" ou soi-disant tels, dont il n'a pas de

peine à démontrer que l'un, au moins, n'a aucun des caractères de rigidité que l'on attribue par définition au "bloc".

Il est, avertit PEYRAUBE, une économie que l'on est tenté de faire : celle du ré-armement. Mais on ne peut pas ne pas se rappeler que la ligne de séparation des deux conceptions du monde passe par le milieu de l'Allemagne.

Pour nous qui voudrions faire l'économie d'une guerre et des misères qu'elle déchaîne, qui voyons dans le tableau d'une Europe chaotique enfermée dans les entraves de ses nationalismes égoïstes le plus stupide des gaspillages, nous nous sommes réjouis d'entendre MICHOLLIN nous exposer le mécanisme encore trop peu connu du premier organisme européen de travail pour la mise en commun d'une exploitation de richesse européenne. Contrastant avec l'Assemblée européenne de Strasbourg qui présente toute l'inefficacité d'un parlement et avec l'O.E.C.E. où la coordination est rendue impossible par la possibilité pour un seul pays d'opposer son veto à une décision de tous les autres, la Communauté Charbon-Acier, plus connue sous le nom de Plan Schuman, présente pour nous syndicalistes l'avantage en réorganisant la production et le marché pour ces deux produits de prévoir le plein emploi et l'élévation solidaire des niveaux de vie en Europe. On sait d'ailleurs qu'un de nos meilleurs militants syndicalistes internationaux, le président de la C.I.S.L., Paul FINET, représentera le mouvement syndical à la Haute Autorité.

Il était inévitable que la première et essentielle conclusion de cette semaine de débats ne fût : il faut au mouvement syndical un nombre croissant de militants compétents. Déjà chaque représentation de nos quatre pays s'était efforcée de nous expliquer tout l'effort éducatif entrepris par les centrales, VIDALENC, dans son exposé introductif, nous en avait magistralement présenté la théorie. VENTEJOL, en terminant, porte la question sur le plan pratique d'une réforme qui passionne nos camarades des autres pays : celle des comités d'entreprises et de la gestion ouvrière. Dans cette "naissance inaperçue du syndicalisme constructif", avons-nous toujours, demande-t-il, les moyens d'assurer cette gestion ouvrière que nous réclamons? Hélas, il faut bien répondre que peu des nôtres sont prêts, et qu'il est indispensable de multiplier et d'amplifier nos efforts pour former tous les cadres qui nous font défaut.

Semaine de Dorking du 21 au 28 Juillet en Angleterre

Chose tout à fait remarquable, nous devions sauter à pieds joints dans la même préoccupation à notre arrivée dans la maison des Webb (Sydney et Beatrice, ces pionniers doctrinaires). Notre groupe de quinze Français aurait bien un peu disparu au milieu de la centaine d'Anglais et d'Ecossais qui

occupaient les lieux, mais leur aisance habituelle à se faire traiter en enfants chéris de la maison - et de la cuisine - ne pouvait les laisser passer tout à fait inaperçus. Si des cours spéciaux avaient été prévus sur le mouvement ouvrier britannique (et sous la direction de Joe CRISPIN nos Français étaient en bonnes mains) il faut regretter cependant qu'un plus grand nombre de nos militants ne sachent pas encore assez d'anglais pour pouvoir suivre avec les "indigènes" les cours qui servent à la formation du militant britannique.

L'organisation générale est différente de celle de nos semaines d'études. Nous aimons grouper tous nos auditeurs pour une conférence qui doit être, au besoin, traduite au fur et à mesure. Après la conférence, un arrêt d'un quart d'heure, ou vingt minutes permet à chacun de se dégourdir les jambes et l'esprit, et de laisser se dégager les points sur lesquels on voudrait voir porter la discussion. En principe, et sauf cas particulier, nous réservons l'après-midi pour une visite en commun d'un musée, d'un quartier de Paris, quand nous nous sommes logés dans la région parisienne, ou pour une excursion. Ceci implique que nous nous en tenions à des groupes maniables, et 40 participants nous paraissent un nombre maximum.

Nos amis du N.C.L.C. ne voient aucun inconvénient à la subdivision. Si tout le monde est réuni sur la pelouse (quand le temps le permet) à 11 heures pour la conférence du jour, c'est le seul moment où l'"école" travaille ensemble au complet. Pour le reste, des "seminars" ou groupes d'études s'assemblent alternativement matin et soir dans toutes les pièces disponibles de la maison. Pendant la semaine de notre séjour il y eut ainsi un cours sur le mouvement ouvrier américain fait par un Américain aux résonances curieusement "marxistes"; un cours sur le coût de la vie, très documenté et bourré de statistiques étudiées; deux cours pour les délégués d'entreprises sur le T.W.I. (Training Within Industry, c'est-à-dire la méthode par laquelle on substitue aux conflits dans la plupart des cas, la discussion raisonnée et l'effort de compréhension). Ce sont ces deux derniers, pour lesquels le Ministère du Travail avait délégué deux spécialistes, qui nous ont paru présenter un intérêt tout particulier. Notons d'abord que ces représentants du Ministère avaient tous les deux une origine ouvrière, qu'ils avaient, avant de devenir fonctionnaires, travaillé en usine, et milité dans les syndicats, et que tout dans leur attitude l'indiquait clairement. Ajoutons que l'un comme l'autre présentaient tous les signes d'une vive et ferme intelligence et d'une personnalité très marquée.

Le matériel employé se réduisait à fort peu de choses. Principalement il se composait d'un carton de 10 cm sur 13, imprimé des deux côtés, en caractères plus ou moins importants

et destiné à servir de memorandum au délégué d'entreprises pour assurer à son action le maximum d'efficacité. Ainsi lui rappelle-t-on par exemple : Il faut traiter les gens comme des êtres humains. Et encore, on lui conseille de faire connaître à tous les membres de son groupe syndical leurs droits et leurs obligations, en leur expliquant ce que le syndicat peut faire pour eux, et ce que le syndicat peut attendre d'eux.

Un très petit nombre de conseils et d'avertissements exprimés de façon concise, sont aussi portés sur les deux côtés du carton, en caractères lisibles et bien espacés. Chacun des délégués d'entreprises présent, ayant reçu ce memento, il avait été lu et commenté en commun. Puis à nouveau, et à plusieurs reprises, jusqu'à ce que tous ses points eussent été assimilés par tous les membres du groupe. Car, insiste le professeur, il ne s'agit pas, une fois élus par vos camarades, de vous reposer sur vos lauriers. Vous avez une fonction à remplir. C'est vous qui enchaînez entre les ouvriers de votre atelier et la direction, et aussi entre eux et le syndicat. On se plaint souvent du manque de contacts entre la base et le sommet. S'il en est ainsi, c'est que vous ne remplissez pas votre rôle. Ce rôle, toutefois, on ne peut pas vous demander de le jouer d'instinct, sans erreur ni défaillance, seulement cela s'apprend, et votre devoir est de l'apprendre aussi vite et aussi bien qu'il est possible. Et comme ces choses-là ne peuvent pas s'apprendre dans l'abstrait, le professeur passe aux cas pratiques. Et d'abord il cite la méthode américaine qui consiste à représenter devant des délégués d'entreprises une discussion entre patrons et ouvriers, discussion qui se poursuit jusqu'au moment où tout se rompt et où l'on frappe du poing sur la table. Le jeu dramatique est alors interrompu pour demander à l'auditoire : A quel moment les choses se sont-elles gâtées? Et pourquoi?

La technique nous paraît certainement ingénieuse. Ce n'est pas celle que nous avons vu employer par les Anglais. Mais elle mérite d'être signalée, et nous la proposons aussi en exemple.

L'entraînement que nous avons vu pratiquer en ce stade élémentaire consistait à citer un certain nombre de cas, relevés d'abord dans une documentation spécialement fournie par le Ministère du Travail à ses "entraîneurs spécialisés", mais jalousement réservée à ceux-ci, puis empruntés à l'expérience des délégués présents. Ces cas étaient analysés, décortiqués suivant les principes clairement énoncés sur le carton. Les auditeurs, consultés alternativement, devaient se prononcer sur l'énoncé du problème et sur le bien-fondé des solutions envisagées.

Ici encore notons quelques exemples de conseils donnés aux délégués : 1. Assurez-vous en premier lieu que vous possédez toutes les données. Cherchez bien quel doit être votre but.

2. Ne tirez pas de conclusions hâtives. 3. Ne cherchez pas à faire endosser à d'autres vos responsabilités. 4. Vérifiez si vous avez atteint le but que vous vous proposiez.

A ces cours assistaient de 8 à 10 personnes, chacun des groupes bénéficiant de 6 séances d'1 heure 1/4, 1 heure 1/2.

Une certaine hostilité s'était, dès le début, manifestée de la part des éléments communistes (évalués à 10 % du nombre des inscrits). Ils reprochaient évidemment à cette technique de chercher à faire le jeu du patronat en aplanissant, au profit de celui-ci toutes les difficultés qui pourraient s'élever, en faisant servir, en somme, le délégué d'entreprise de chien courant de la direction. Ces mêmes communistes, avec la loyauté, et le sens du fair play qui caractérisent tout Britannique, même communiste, admirent à la dernière séance qu'ils s'étaient trompés, qu'il y avait bien là un travail syndical à accomplir et qu'il était bon que le délégué syndical fût averti, et reçût la formation nécessaire, assurant ainsi au syndicat le bénéfice de cette plus grande efficacité de son représentant.

Les semaines franco-suédoises

Les enseignements de nos semaines continuant à s'enchaîner - et qu'on le croie ou non, nous n'en avons rien préjugé - les conférences faites au château de la Brévière par M. STAHLBERG, correspondant à Paris de la presse ouvrière suédoise, apportaient une confirmation directe de cette découverte faite par les communistes anglais du N.C.L.C. Car l'organisation suédoise, avec ses 1.278.000 syndiqués ouvriers (sur 7 millions d'habitants), où même les ouvriers agricoles sont organisés à 80 %, avec la formidable puissance que lui donne un trésor de guerre constitué depuis la grande grève de 1908 grâce aux cotisations réellement et régulièrement payées de 1 heure (au moins, et pour les syndiqués du Livre de 2 heures) de travail par semaine (mais n'est-ce pas également le cas en Allemagne, en Belgique, en Suisse et en Grande Bretagne?), l'organisation donc, juge beaucoup plus profitable pour les ouvriers de faire "l'économie" d'une grève et de jeter dans tout conflit latent le poids de son influence, de sa force et de la compétence des cadres qu'elle a formés. Elle obtient ainsi par la discussion méthodique, autant et plus qu'elle n'obtiendrait dans une épreuve de force, sans courir le risque d'épuiser ses réserves et de ne pouvoir soutenir l'effort de ses membres en grève.

Il nous paraîtrait injuste de finir l'exposé de ce que nous avons appris cette année dans nos semaines d'études, sans mentionner la qualité non plus seulement des conférenciers, mais aussi des auditoires, attentifs, curieux, posant des questions pertinentes, et discutant avec calme, formant, dans l'ensemble, les groupes les plus cordialement cohérents malgré le disparate des origines et des occupations. Mention toute particulière doit être faite des interprètes de langue allemande (français et allemands) qui, dans des conditions difficiles, ont puissamment contribué à faire de cette rencontre une des plus réussies que nous ayons connues, en ce qui concerne le niveau des "études".

Denyse Wurmser.

-:-:-:-:-

COMMENTAIRES ET CORRESPONDANCE

=====

Camarade,

Je viens de lire, dans le dernier numéro des "Cahiers Pelloutier", l'article sur l'Ecole en Espagne. Comme les observations des lecteurs sont sollicitées, je me permets d'exprimer les miennes.

En 1947-48, j'étais professeur au Lycée Lakanal (avec notre camarade Jean VIDALENC). Grâce à l'amabilité d'un collègue, j'ai pu passer huit jours, en Août 48, à la "Presidencia Universitaria" dépendant de l'Université de Saragosse et construite à Jaca, dans les Pyrénées du Haut Aragon, par le régime de Primo de Rivera en 1928. Il y avait là des professeurs et des étudiants espagnols (des Universités de Saragosse et Pampelune surtout), français, belges, et deux allemands qui, pour des français, étaient quelque peu "suspects".

Les observations que j'ai pu faire là concordent avec celles qu'en ont tiré mes collègues français spécialistes d'Espagnol qui y ont séjourné plus longtemps : et, toutes, elles concordent avec les indications de l'article de notre camarade espagnol dans les "Cahiers". J'ajouterai cependant à celles-ci une chose que j'ai constatée à Jaca : les professeurs espagnols de l'Enseignement Supérieur (tout, ou partie? je ne sais pas), au moins pour ce qui est des laïques, se disent las de la censure exercée par le Clergé et l'Armée. Ils veulent, en particulier, réhabiliter Lorca comme l'un des plus grands poètes espagnols : Lorca qui, prétendent-ils, a été fu-

sillé par les Rouges, contrairement à la vérité ainsi que l'a récemment confirmé l'enquête d'un Anglais parue dans "Les Nouvelles Littéraires". Les professeurs espagnols d'Université voudraient aussi être davantage au courant des productions et des tendances de la littérature contemporaine, particulièrement de la littérature française. Quand j'étais à Jaca, on y parlait d'une sorte de convention culturelle intervenue à ce sujet entre le Recteur de Saragosse et le Maire de Bordeaux : je ne sais pas du tout ce que ce projet est devenu.

Tout cela n'empêchait pas ces professeurs espagnols, à ce que disaient mes collègues français, d'être grands propriétaires (des oliveraies surtout), grassement payés par le régime franquiste (qu'ils soutiennent fidèlement, malgré leur jalousie vis-à-vis du Clergé et de l'Armée) et considérant comme un déshonneur de voyager en 3ème classe ou de porter une valise.

o
o o

Puis-je indiquer, en quelques mots, mes quelques idées personnelles sur la question?

En principe, je suis d'accord avec notre camarade espagnol des "Cahiers Pelloutier" : l'action éducatrice des instituteurs espagnols est un effort héroïque, et digne d'appui. Mais...

Le peuple espagnol est un peuple à part. Comme la plupart des peuples méditerranéens ou balkaniques, il a ses propres caractéristiques, dont certaines remontent à une antiquité très reculée, antérieure au Christianisme, et que des Français plus évolués, peuvent difficilement comprendre à fond. Gardons-nous des jugements superficiels, livresques, idéologiques des généralisations hâtives. Les Espagnols eux-mêmes, quand ils veulent qualifier un événement bizarre arrivé chez eux, disent : "Cosas de España". N'oublions pas que l'Espagne est une des patries originelles du surréalisme : Picasso est Espagnol.

Du point de vue politique, si l'on veut rendre le peuple espagnol capable de se gouverner lui-même, une autorité centrale forte me paraît nécessaire. Dans les circonstances actuelles, si ce n'est pas Franco, ce sera le communisme, et l'un ne vaut pas mieux que l'autre. Le salut de l'Espagne ne résiderait-il pas plutôt dans une monarchie constitutionnelle qui accorderait, progressivement, des libertés politiques, des autonomies provinciales et communales, et réaliserait, progressivement aussi, une réforme agraire, un plan d'éducation populaire, une politique de l'habitat et de l'hygiène?

Quant au développement économique de l'Espagne, condition essentielle de l'élévation du niveau de vie du peuple espagnol, il est lié à une réorganisation économique d'ensemble de l'Europe. L'Espagne, livrée à elle seule, ne peut rien; elle est trop pauvre. Si l'Europe ne s'occupe pas d'elle, elle deviendra une sorte de colonie américaine.

La France n'a donc pas le droit de se désintéresser de sa voisine ibérique. La France démocratique, toutefois, ne peut pas approuver le régime de Franco : et la résolution adoptée à ce sujet, par le Congrès de la C.I.S.L. à Milan, est fort juste. Mais le salut de l'Espagne doit venir, avant tout, des Espagnols eux-mêmes : et une intervention française sur ce terrain, dans les circonstances actuelles, devrait plutôt se manifester par des conseils de prudence et de modération, de sagesse en un mot, que par des excitations à une action inconsidérée, qui ferait le jeu du communisme dans un pays aux réactions violentes, où les passions personnelles, qui paraissent apaisées depuis une dizaine d'années, sont en réalité prêtes à surgir en un réveil sanglant.

Georges PEYRONNET.

°
° °

... Excusez-moi du retard que j'apporte à l'appel que vous lancez dans les "Cahiers Fernand Pelloutier" de Juin-Juillet 1951, au sujet de ces Cahiers qui semblent sombrer et que je viens de lire ce soir, en tant qu'élève des cours du C.E.O.

Je n'ai et ne me connais pas le droit (bien que nous soyons libres) de laisser tomber une telle information, car elle nous prodigue une nourriture qui nous est aussi indispensable que l'air que nous respirons chaque jour, aussi c'est de tout cœur que je souscris à un réabonnement (même sans votre appel je devais le faire, mais pas celui de soutien), de même que je vais essayer d'y faire souscrire l'U.L. pour l'information de ses nombreux militants. Je soulèverai et défendrai cette question à la première réunion.

Dans tout ce que je fais pour le mouvement syndical, je mets tout mon cœur, ma force, mon ardeur, mais comme les résultats ne se font pas sentir tout de suite, j'arrive à ne plus avoir confiance en moi-même, malgré le travail que je fais et la confiance qu'ont en moi tous les camarades qui m'entourent, aussi bien ici qu'à Paris ou ailleurs. Il m'arrive pourtant de rester jusqu'à 1 heure, 2 heures ou 4 heures du matin à travailler et debout à 6 heures 1/2 (que fais-je pendant ce temps? je travaille, lis, bâche, et pourtant il me semble que je ne fais rien, ou n'avance pas, évidemment je ne le peux pas continuellement, car il y a des jours où je suis mort, par

manque de repos). Que voulez-vous, quand on est seul à travailler et que vos camarades vous disent qu'un secrétaire doit tout savoir et qu'eux-mêmes n'ont pas le temps pour travailler, il vous reste une chose à faire, vous exécuter et ne rien dire (surtout n'alertez personne, que ceci reste entre nous, car ça n'avancerait à rien). Aussi je préfère me pencher vers l'éducation des jeunes qui sera plus facile à faire comprendre (non pas leur prêcher, mais leur faire aimer ce travail, ce besoin d'apprendre, cette cause de défendre et à défendre comme on me l'a appris.

Vous pourrez me faire parvenir quelques "Cahiers Fernand Pelloutier" que je m'efforcerai de vendre (de même que quelques exemplaires en Octobre avant le 14, que je placerai à titre gratuit et de propagande à notre Congrès d'U.D.). Quant aux autres, ceux que vous m'enverrez dès à présent, je me charge de les vendre au numéro en attendant de faire des abonnés, j'en trouverai, dussé-je renverser la terre! Il ne faut pas que nos Cahiers si chers et si importants de culture disparaissent, à chacun son travail et en avant pour le succès. J'ai lu ça quelque part ou quelque chose près : "De l'effort de chacun de nous dépend notre réussite!" Bon courage et s'il vous arrive encore des coups comme cela, faites-nous appel; nous y répondrons toujours, la solidarité étant une des bases du syndicalisme.

.....

--:--:--:--:--

Une Assemblée Générale des Collèges du Travail se tiendra au Centre d'Éducation Ouvrière, 198 avenue du Maine, les Samedi 27 et Dimanche 28 Octobre.

Tous les camarades responsables qui n'auraient pas reçu notre circulaire à ce sujet et que la question intéresse, sont priés de se mettre immédiatement en communication avec nous.

--:--:--:--:--

Regardez bien la bande d'envoi de ce CAHIER. Si vous y lisez : "Fin de votre Abonnement", renouvelez votre abonnement au plus vite. Utilisez le Chèque postal Paris 7743-48.

NOTES DE LECTURE

=====

Jean MALARA et Lucienne REY

LES SYNDICATS POLONAIS SOUS LA BOTTE

La C.G.T. Force Ouvrière vient de publier une brochure, due à nos camarades Jean MALARA et Lucienne REY et consacrée à la situation actuelle des syndicats polonais. C'est un document qui mérite de retenir l'attention.

Après un bref rappel de l'histoire du syndicalisme avant et pendant la guerre, les auteurs en arrivent à l'intervention de plus en plus marquée du parti communiste dans les organisations de travailleurs. Honnêtement, ils reconnaissent l'accueil favorable fait aux transformations économiques et sociales réalisées par le gouvernement : nationalisation de la grande industrie et des banques, réforme agraire, et soulignent l'importance du regroupement syndical totalisant 1 million d'adhérents dès septembre 1945.

Mais très vite se marque l'opposition entre ceux qui servent par toute l'influence de l'U.R.S.S. veulent faire du syndicat une simple masse de manoeuvre du parti communiste, et ceux qui veulent maintenir un syndicalisme libre.

La lutte se poursuit non sans âpreté de 45 à 47, les éléments communistes finissent par l'emporter en raison de l'opportunisme et des abandons du parti gouvernemental et de l'atmosphère de terreur que les communistes faisaient peser sur les milieux ouvriers : élections falsifiées, arrestations massives de militants, conquête systématique par tous les moyens des postes de commande syndicaux.

"L'unification des deux partis socialiste et communiste en Décembre 48 ne fut en fait qu'une absorption par le parti communiste et le Congrès syndicaliste de Juin 49 consacra son triomphe, triomphe aisé dans un Congrès de 1.719 délégués choisis parmi les "activistes", pour la plupart jeunes dans le mouvement syndical mais par ailleurs militants communistes. Naturellement les syndicats de l'U.R.S.S. furent donnés en exemple "comme un modèle parfait ne supportant aucune retouche"."

Par suite de l'industrialisation croissante du pays, le monde syndical polonais groupe aujourd'hui plus de 5 millions d'adhérents, mais les salaires restent bas et les conditions de travail restent pénibles, l'émulation au travail aboutit à une véritable exploitation des ouvriers : normes accrues,

plans de travail, lutte contre l'absentéisme et les retards.

Mais en dépit des mesures policières et des communiqués triomphants, la résistance ouvrière continue à se manifester par une résistance passive qui montre bien que les masses s'accoutument mal d'un régime destructeur de liberté.

Georges VIDALENC.

-:--:--:--:--

LES COURS PREVUS POUR 1951-1952
au Centre d'Education Ouvrière.

=====

- Mathématiques appliquées au métier
- Français et Littérature
- Français pour les étrangers
- Droit ouvrier et Droit usuel
- Anglais
- Allemand
- Espagnol
- Comptabilité pour les délégués d'entreprise
- Evolution du mouvement syndical et ses problèmes actuels
- Cours de formation pratique du militant - Comment prendre la parole en public, rédiger un article, un rapport, etc...
- Sécurité sociale.

Ces cours auront lieu de 19 à 21 heures.

Des cours peuvent être organisés par les groupes qui en font la demande, à une autre heure de la journée.

Vous verrez dans Force Ouvrière le programme de nos conférences et les heures de nos cours.

-:--:--:--:--

=====
Ronéotypé par le Centre d'Education Ouvrière
C.G.T.-F.O., 198 avenue du Maine, Paris (14e)

Gérant :
D. WURMSER

